En profondeur : sortie du nucléaire : un chantier ouvert

Autor(en): **Thönen, Simon**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger**

Band (Jahr): **43 (2016)**

Heft 3

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-911763

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

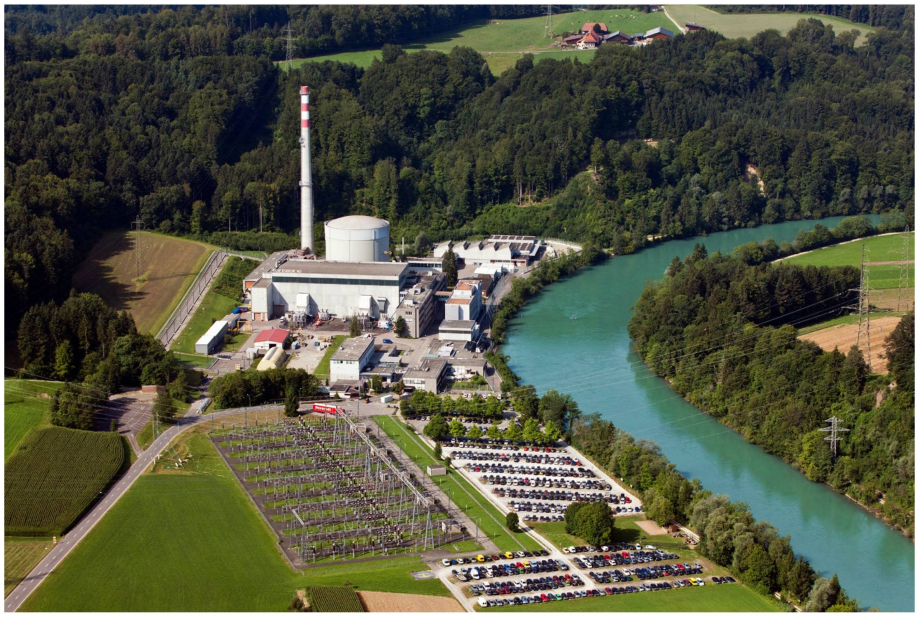
Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Sortie du nucléaire: un chantier ouvert

Voilà cinq ans que le Conseil fédéral a annoncé la sortie du nucléaire. Mais les choses traînent en longueur. Aujourd'hui, une date de mise à l'arrêt n'a été fixée que pour l'une des cinq centrales nucléaires que compte la Suisse: le 20 décembre 2019, la centrale nucléaire de Mühleberg, dans le canton de Berne, sera mise à l'arrêt.



La centrale nucléaire de Mühleberg n'est pas mise à l'arrêt pour des questions de sécurité mais pour des raisons économiques.
Photos Keystone

SIMON THÖNEN

Après la catastrophe des réacteurs de Fukushima, au Japon, au printemps 2011, le Gouvernement suisse n'a pas tergiversé: presque en même temps que la décision de Berlin de sortir du nucléaire, la ministre suisse de l'Énergie, Doris Leuthard (PDC), autrefois fervente partisane du nucléaire, a annoncé le changement de cap helvétique. Pourtant, alors qu'en Allemagne la plus ancienne centrale nucléaire a été mise à l'arrêt sur-le-champ et qu'un calendrier définitif a été fixé pour les autres, le Conseil fédéral s'est contenté de proposer au Parlement d'interdire la construction de nouvelles centrales nucléaires. Les centrales nucléaires existantes, elles, pouvaient être maintenues en service «tant qu'elles sont sûres», selon les mots de Doris Leuthard. Cette sortie lente du nucléaire a permis de présenter la «Stratégie énergétique 2050» du Conseil fédéral.

Exit, les centrales nucléaires! Place à l'énergie hydraulique, à l'énergie solaire, à l'énergie éolienne et à l'efficacité énergétique. Lors de cette session estivale, le Parlement va désormais régler les derniers points encore en suspens de la stratégie de façon provisoire. Cependant, ni les partis bourgeois, ni la gauche, ni les écologistes ne sont satisfaits du caractère de compromis de la proposition marquée par le PDC et le PBD. En effet, l'UDC et le PLR ne veulent pas interdire la construction de nouvelles centrales nucléaires. «De nos jours, construire une nouvelle centrale nucléaire en Suisse serait utopique», concède Albert Rösti, président de l'UDC. Mais cela pourrait changer. Il fonde ses espoirs sur les progrès de la technologie pour rendre les centrales nucléaires plus sûres. Rösti compte sur «les futures centrales nucléaires de la quatrième génération, qui ne pourraient pas irradier d'autres zones en cas d'accident». Même pour le conseiller national PLR Peter Schilliger, la construction de nouvelles centrales nucléaires ne pourra être envisagée que «lorsqu'elles seront plus sûres et plus intéressantes économiquement». Mais d'après lui, il ne faudrait pas déjà les interdire. «C'est une solution trop fermée.»

> Les Verts tiennent à leur initiative populaire: «En Suisse, on maintient les anciens réacteurs en service. Mais au vu de l'ancienneté de la centrale nucléaire, le risque d'accident augmente.» (Bastien Girod, conseiller national écologiste)

Un référendum cet automne

Depuis les dernières élections, l'UDC et le PLR, ainsi que les petits partis de droite, disposent d'une faible majorité au Conseil national. S'ils s'accordent sur le «non» contre la «Stratégie énergétique 2050» le 17 juin lors du vote final, ils pourraient encore faire échouer la lente sortie du nucléaire. Mais ce scénario serait très peu vraisemblable. Les responsables de la politique énergétique de tous les sites attendent que quelques conseillers nationaux UDC et PLR se décident et que la transition énergétique soit lancée. Pour contrer la décision du Parlement, certes, un référendum peut être lancé et forcer ainsi la votation populaire. Mais les chances de voir le projet de compromis pour une sortie officielle du nucléaire échouer à l'issue du vote sont faibles.

Les Suisses vont toutefois bel et bien trancher sur la sortie du nucléaire cet automne. Car les Verts tiennent à l'initiative populaire qu'ils ont lancée après Fukushima. Eux aussi sont déçus de la stratégie énergétique officielle, comme le souligne le conseiller national écologiste Bastien Girod, désenchanté: «En Suisse, on maintient les anciens réacteurs en fonctionnement. Mais au vu de l'ancienneté de la centrale nucléaire, le risque d'accident augmente.» L'initiative des Verts s'appuie sur le modèle allemand, qui encourage des échéances fixes. Concrètement, cela impliquerait une sortie du nucléaire dans 45 ans. Ainsi, les trois centrales nucléaires les plus anciennes que sont Beznau I et II et Mühleberg devraient être mises à l'arrêt en 2017, Gösgen en 2024 et Leibstadt en dernier, en 2029.

Pas d'échéances fixes

D'après le conseiller national PDC Stefan Müller-Altermatt, l'un des architectes de la sortie officielle du nucléaire, la mise à l'arrêt de la centrale nucléaire telle qu'elle est proposée par les Verts interviendrait trop tôt. «Cela voudrait dire que nous serions obligés d'importer de l'énergie nucléaire de France ou de l'électricité issue du charbon d'Allemagne. Je ne crois pas que ce soit ce que souhaitent les Suisses.» Il n'est pas en mesure de répondre par des échéances précises à la question de savoir quand la dernière centrale nucléaire sera mise à l'arrêt selon la version officielle de sortie du nucléaire. «Dans une trentaine ou quarantaine d'années.» Selon lui, c'est à l'Inspection fédérale de la sécurité nucléaire (IFSN) de décider quand les centrales nucléaires cesseront d'être sûres et devront être mises à l'arrêt.

L'IFSN joue un rôle clé dans la sortie officielle du nucléaire. Au moment de la rédaction de ce numéro, la décision de la remise en service ou non de Beznau I n'était pas encore prise. Avec ses 47 ans de service, c'est la centrale nucléaire la plus ancienne au monde. Elle a été mise à l'arrêt en été 2015 sur ordre de l'IFSN car des «irrégularités» avaient été détectées dans l'acier de la cuve de réacteur. Entre-temps, ces dernières ont été analysées. Et l'IFSN décidera vraisemblablement cet été si la centrale nucléaire est suffisamment sûre pour être remise en service. Les organisations de protection de l'environnement reprochent à l'IFSN d'être trop souple vis-à-vis des exploitants des centrales nucléaires. Et pour cause, car au printemps dernier, Hans Warner, directeur de l'IFSN, avait mis en garde sur le fait que l'IFSN «devait s'attendre à ce que les partisans du nucléaire lui mettent la pression, car les exigences en faveur d'une sécurité renforcée mettraient les exploitants dans une situation difficile sur le plan économique».

Des considérations économiques qui ont, en effet, poussé le groupe énergétique BKW à mettre à l'arrêt sa cen-

trale nucléaire de Mühleberg, dans le canton de Berne, le 20 décembre 2019: au vu des prix actuels de l'énergie, les modifications importantes en termes d'équipement imposées par l'IFSN n'étaient pas rentables. Le groupe BKW est le premier exploitant à sortir concrètement et par ses propre moyens du nucléaire (voir le texte en page 9).

Un scénario lobbyiste confidentiel

La première mise à l'arrêt a propulsé un nouveau sujet épineux sur le devant de la scène: le coût élevé des sites contaminés que sont les centrales nucléaires. Dans un document stratégique confidentiel publié par la «Basler Zeitung» et rédigé pour le groupe énergétique Alpiq, un lobbyiste élabore un scénario pour qu'Alpiq puisse s'affranchir de sa participation aux centrales nucléaires de Gösgen et Leibstadt, et donc des coûts d'exploitation, de démantèlement et d'élimination des déchets nucléaires associés. Le but, d'après le journal: «Ce scénario permettrait aux centrales nucléaires d'être regroupées dans une structure de défaisance et confiées à l'État.» Certes, il s'agissait là seulement du premier projet d'un lobbyiste mandaté. Mais si ses concurrents Axpo et BKW ont immédiatement rejeté le plan, Alpiq n'a pas pris ses distances.

Avec ses 47 ans de service, Beznau I est la centrale nucléaire la plus ancienne au monde.
Photos Keystone

Ce plan confidentiel met en lumière les problèmes du secteur. Un nombre trop élevé de centrales nucléaires étant en service en Europe, la production d'électricité n'est plus ou plus assez rentable. D'un point de vue économique, maintenir la centrale nucléaire en service n'est donc pas intéressant. Le sujet enflamme également le débat politique. Tout cela profite à l'initiative populaire des Verts. Car jusque-là, l'argument principal à l'encontre de cette initiative était que les exploitants pourraient réclamer des dommages et intérêts si la centrale nucléaire était mise à l'arrêt à la suite d'une décision politique. «À présent, en revanche, les exploitants risqueraient fort de réclamer une compensation devant la justice pour une transaction à perte», estime Bastien Girod. Mais en cas de demande de dommages et intérêts, le montant réclamé devrait demeurer «dans les limites du raisonnable.» «L'initiative est le moyen le moins coûteux de sortir du nucléaire; certainement moins coûteux qu'un accord politique avec les exploitants», d'après Bastien Girod.

«Pris en otages depuis le début»

Dans les faits, le plan établi pour Alpiq dans le document stratégique serait un accord politique à grande échelle déterminant les modalités selon lesquelles les exploitants céderaient leurs centrales nucléaires à l'État fédéral et s'affranchiraient ainsi de leurs obligations en matière de démantèlement et de traitement des déchets nucléaires. Contrairement à l'écologiste Bastien Girod, le conseiller national PS Eric Nussbaumer n'est pas fermé à ce genre d'accord. Il part du principe que l'État devra de toute manière supporter une partie des coûts de l'héritage de l'énergie nucléaire. D'après lui, il serait donc préférable que les responsables politiques en négocient les conditions à temps, en fixant les échéances des centrales nucléaires. «Depuis le début, la technologie nucléaire a pris la société en otage», affirme-t-il. «Si on n'avait pas su dès le début que ce serait à la société, et non pas aux exploitants, de payer pour les déchets nucléaires ou pour les conséquences d'un accident, personne n'aurait construit de centrale nucléaire.»

Mais le conseiller national PLR Peter Schilliger ne partage pas cet avis. Selon lui, cette affaire témoigne d'une «mentalité de management curieuse» consistant, pour Alpiq, à faire payer à l'État ses mauvais investissements. Si Alpiq avait effectivement fait faillite, un nouvel investisseur aurait pu reprendre les centrales nucléaires gratuitement ou à moindre prix. «Ensuite, une exploitation rentable des centrales nucléaires devrait être possible.» Toujours selon lui, dans ce cas-là, les responsables politiques devraient tout au plus s'assurer que les provisions destinées à la mise à l'arrêt et au traitement des déchets ne tombent pas dans la masse en faillite. Le président de l'UDC Albert Rösti s'oppose surtout à une structure de défaisance étatique pour les centrales nucléaires.

Mais au sein de l'UDC, d'autres sons de cloche se font entendre. Ainsi Christoph Blocher, doyen de l'UDC, a-t-il récemment réfléchi à haute voix à des subventions pour les centrales nucléaires. Cela rappelle des souvenirs. En 1988, Christoph Blocher faisait partie des politiciens bourgeois qui avaient enterré le projet de centrale nucléaire de Kaiseraugst: un projet qui avait, à l'époque, déclenché une contestation sans précédent. Bien qu'à l'époque, le projet n'eût aucune chance d'aboutir après l'accident de Tchernobyl, le groupe politique dont faisait partie Christoph Blocher était parvenu à obtenir une indemnisation fédérale pour le renoncement à la centrale nucléaire. «Kaiseraugst était une erreur capitale qui ne doit pas se répéter», affirme le conseiller national PDC Stefan Müller-Altermatt. «Cependant, en fin de compte, le public devra forcément régler la facture laissée par l'énergie nucléaire», constate-t-il également. «Nous allons forcément payer, que ce soit par le biais des prix de l'électricité ou des impôts.»

SIMON THÖNEN EST JOURNALISTE AU «BUND» ET INDÉPENDANT